

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

8^{ème} ANNEE — N° 91

LE NUMERO :

2 novembre - 15 novembre 1970

0,50 F - 5 F. B.

Marchais, le Servan-Schreiber du pauvre ou la suite des amours du P.C.F. et du Parti Socialiste

Autant, sinon plus, que la bourgeoisie, l'opportunisme commence à ressentir les premières fissures dans les fondements de la société capitaliste, les premiers symptômes de la crise économique et sociale qui ébranlera le mon-

de. L'opportunisme resserre ses rangs et se prépare déjà à enliser dans le borborygme de la démocratie les futurs mouvements prolétaires.

Les interventions de M. Marchais en faveur de l'unité de la gauche, les appels pressants du P.C.F. au parti socialiste ne peuvent que se traduire ainsi : « Opportunistes, renégats et traîtres à la classe ouvrière de tous les pays, unissez-vous ! ». Le strip tease politique du stalinien Marchais auquel nous assistons dans l'« Humanité » doit révéler à la classe ouvrière le piège que l'opportunisme, sournoisement, lui prépare. Voyons donc ce que pense M. Marchais de la politique prônée par le parti socialiste : « Le plan d'action socialiste adopté par le congrès d'Epinal et publié récemment, confirme l'existence de convergences nombreuses et importantes ». (« Humanité » du 15-10-70).

Nous ne pouvons, nous communistes révolutionnaires, que nous réjouir du rapprochement qui se fait entre le P.C.F. et le parti dit socialiste. Ces « discussions fraternelles », ces « convergences nombreuses et importantes » constituent une preuve supplémentaire de l'œuvre de reniement du Communisme commencée par les amis de M. Marchais il y a bientôt cinquante ans. Mais l'opportunisme stalinien ne se contente pas de renier, il sabote, pille et falsifie le programme révolutionnaire de l'époque glorieuse de la III^{ème} internationale qui s'adressait en ces termes au prolétariat mondial :

« Il n'y a rien à espérer d'une cune espèce d'entente avec les chefs des syndicats, de même qu'avec ceux des autres dirigeants des différents partis ouvriers social-démocrates et petits bourgeois. Contre ceux-là, on doit organiser la lutte avec toute son énergie. Le seul moyen sûr et victorieux de les combattre consiste à montrer aux ouvriers l'aveugle service d'esclaves que leurs chefs sociaux-traitres rendent au capitalisme. » (Thèses sur les structures, les méthodes et l'action des partis communistes - 3^{ème} congrès de l'Internationale - 1921).

Les socialistes à la Savary et à la Mollet sont les dignes successeurs de ces sociaux-traitres que Lénine dénonçait. Les serviteurs du Capital peuvent bien changer de nom, leurs principes politiques ne varient jamais. Le plan d'action adopté par le parti socialiste traduit fidèlement les aspirations chauvines et bourgeoises de cette clique de politiciens. Voyons un peu : « Plutôt que de prophétiser inlassablement le dépérissement de l'Etat, les socialistes transforment cet instrument poli-

tique de la classe dominante en centre démocratique de coordination et d'impulsion nécessaire à toute société libre et efficace... ». « Le parti socialiste envisage la création d'une banque nationale d'investissements et le maintien d'un marché et d'une concurrence ».

« En dehors des minorités agissantes, il n'est personne pour imaginer qu'une mutation révolutionnaire peut se produire à l'aube qui suivrait le "grand soir" ». « Si l'expression "dictature du prolétariat" a pu être employée par les socialistes d'autrefois, son utilisation paraît aujourd'hui contestable ».

Les canailles ont la peau dure, mais elles ne peuvent proliférer que lorsque le prolétariat est absent de la scène politique en tant que classe organisée.

Pendant le peu de temps qu'il vous reste, bavardez donc autant que vous le pouvez, messieurs les politiciens véreux, sur la démocratie « pure », sur la légalité, sur la transformation pacifique de la société capitaliste. « Dictature », quel vilain mot entre personnes bien élevées, surtout lorsque cette dictature consacre le pouvoir des opprimés, des exploités et des crève-la-faim ! Pour des politiciens habitués aux salons de l'hôtel Matignon et de l'Elysée, la dictature démocratique de la bourgeoisie est bien plus agréable, n'en doutons pas. Jouez donc aux gens sérieux, « conscients de leurs responsabilités » ; suivez l'exemple de votre Mollet national qui essaie de se débarrasser de la dictature du prolétariat en misant sur une erreur de traduction de l'allemand.

« Cette défense de la démocratie, au moyen de discours sur la dictature en général, tous ces cris et ces pleurs contre la dictature du prolétariat sous prétexte de condamner la dictature en général, ne sont qu'une trahison véritable du socialisme, qu'une défection caractérisée au profit de la bourgeoisie, qu'une négation du droit du prolétariat à sa révolution prolétarienne. » (Lénine, thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat, 1^{er} congrès de l'Internationale - 1919).

Que ce plan d'action « socialiste » soit publié dans l'« Humanité » et fort apprécié par M. Marchais, cela n'est pas pour nous surprendre. Il y a bien longtemps que le Parti français

dit « communiste » ne se différencie plus des socialistes d'Epinal... Il est tout à fait souhaitable, du reste, que lui-même l'avoue clairement : la vérité est révolutionnaire !

Allons, M. Marchais, ne vous gênez plus, dévoilez donc à la classe ouvrière ce qui vous rapproche des congressistes d'Epinal : « Dans le langage qui lui est propre (sic) le parti socialiste fait du système économique et social régnant en France une critique qui est très proche de notre propre dénonciation du capitalisme monopoliste d'Etat ». « Il préconise, pour remplacer le système actuel, des transformations économiques, sociales et politiques dont l'ensemble pourrait représenter un régime démocratique nouveau, de caractère avancé, et qui présente les traits d'une phase de transition vers le socialisme ».

Qui disait que le P.C.F. luttait contre les banques, les investissements et la concurrence ? M. Marchais convoiterait-il le titre de camarade directeur de cette

(Suite page 2)

Enfin une Patrie pour les monopoles !

Fidèle à son esprit étriqué d'épicier patriote, à ce mélange de jactance populaire et de nationalisme écœurant qui caractérise si bien le stalinien, M. Jacques Kohn, économiste attiré de "l'Humanité", s'indigne très fort. Que s'est-il passé ? Une chose terrible ! Le « Crédit Lyonnais », une banque bien française, nationalisée par dessus le marché (c'est-à-dire, selon la pitoyable imagerie d'Epinal d'un stalinien, même renoué, une banque dont tout bon Français doit se sentir un peu propriétaire) vient de s'allier à la « Commerzbank ». Double scandale, en effet : une banque à la fois allemande et privée !

M. Kohn, entre deux pleurs à lui arrachés par cette union doublement incestueuse, ne manque pas de s'écrier douloureusement que c'est encore un sale coup de ce machiavélique « Etat des monopoles ». Mais il reste optimiste cet homme, il faut lui rendre cette justice : comme le chrétien se console des duretés de cette vallée de larmes en imaginant les infinies douceurs du Paradis, M. Kohn nous promet que dans la « France démocratique » de demain, avec son « secteur public démocratisé », eh bien, nous l'aurons pour nous tout seuls, notre cher « Crédit Lyonnais » !

M. Kohn, nous ne songeons pas un instant à vous reprocher d'être ce que vous êtes : un minable petit Français, jaloux de son « Crédit Lyonnais » national. Que pourriez-vous être d'autre, puisque vous êtes rédacteur à "l'Humanité" ? Loin de nous aussi l'idée de vous faire grief d'ignorer jusqu'à l'ABC de ce marxisme dont vous êtes censé être un « spécialiste ». Nous savons ce que valent les « experts » : que vous ne puissiez comprendre que le capital est une force sociale engendrée par des rapports de production parfaitement définis, mais s'accommodant de formes juridiques variées (privées ou publiques), ce n'est que trop normal — il faudrait que vous soyez marxiste pour le comprendre et nous n'allons tout de même pas réclamer l'impossible.

Nous ne sommes pas non plus rêveurs au point d'exiger que vous ayez assimilé les toutes premières pages de ce « Manifeste communiste » par lequel tout militant communiste commence sa formation politique. Vous y auriez appris que ce « cosmopolitisme » du capital qui scandalise si fort votre âme de provincial cocardier, est salué par le marxisme comme un facteur révolutionnaire par excellence, dans la mesure où l'expansionnisme industriel, commercial et financier sans frontières de la bourgeoisie crée à la fois les bases matérielles d'un mode de production supérieur débarrassé à jamais des maudites frontières qui emprisonnent l'humanité, et les contradictions, les conflits, les crises qui attisent la guerre sociale entre les classes. Pas si révoltés, disions-nous : comment imaginer, en effet, qu'un stalinien... avancé

(Suite page 4).

Le P. S. U. et la défense nationale :

Social-démocrates d'hier et d'aujourd'hui

Dans cette époque de profond recul du mouvement d'émancipation du prolétariat, prospère à l'envi la racaille des acheteurs de votes et des marchands de socialisme. De cette foule bigarrée vient de se détacher un instant Michel Rocard venu présenter, le 30 septembre, son numéro dans la tribune libre du "Monde".

Rappelons que ce brillant jeune homme, contradicteur respectueux et poli du « président » E. Faure, est apparu au ciel de la politique grâce à la conjonction inespérée de pourriture social-démocrate, de vernis technocratique et de naïveté gauchiste qui a nom P.S.U.

Candidat du courant socialiste, pérorant aux congrès de son parti sous le portrait de Lénine, le secrétaire national, qui reçoit l'appui « tactique » et « confidentiel » de "Lutte Ouvrière", est élu député. Ce révolutionnaire, pressé de dénoncer, participe aux travaux de la commission de la défense nationale, et publie quelques temps après ses appels au peuple dans un long article qui s'orne de ce superbe titre : « Pour une autre politique militaire ».

O social-démocrates, social pacifistes et social-chauvins, vous aviez de la pudeur ! Jamais dans une époque de développement pacifique, vous n'aviez osé annoncer votre trahison ! A Stuttgart, en 1907, vous aviez déclaré : « Si la guerre éclate pour... tant, les socialistes ont pour devoir d'en hâter la fin et de tirer de toutes façons parti de la crise pour soulever le peuple

» et précipiter par là-même la chute de la domination capitaliste. » En novembre 1913, à Bâle, vous ajoutiez : « Les prolétaires considèrent comme un crime de se tirer les uns sur les autres pour les bénéfices capitalistes ». Et l'opportuniste Jaurès lui-même allait jusqu'à dire : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ».

Bien sûr, poussés par l'égoïsme de caste, la peur de perdre vos « conquêtes » et la haine de la révolution, vous vous étiez hâtés de trahir dès la déclaration de guerre, en ramassant les drapeaux nationaux dégoulinants de boue et de sang. Mais aujourd'hui, vieux traîtres, vous que Lénine fustigea comme agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, retournez-vous dans vos tombes ! Que Michel Rocard vous empêche de dormir !

Voyez cet homme : il se déclare socialiste, marxiste même, mais d'un marxisme moderne, ouvert et novateur. Il appelle sans cesse les travailleurs à renforcer le courant socialiste, considère les groupes révolutionnaires comme des partenaires privilégiés et fait bloc avec eux pour les élections. Bien loin de déclamer le diman-

che contre la guerre, il propose au pays une autre politique militaire ! De façon « réaliste et raisonnable », il considère que nous devons « changer de politique » ; que les « armes de la France » n'ont plus de « valeur » en 1970 ; que l'armement moderne est « hors de portée de l'économie française, déjà dramatiquement affaiblie ». Qu'en dites-vous, Kautsky, ou même Guesde ? Auriez-vous su, auriez-vous osé proposer en pleine paix, des solutions plus économiques à la défense nationale ? Auriez-vous su vous élever à cette hauteur philosophique qui lui fait considérer que « les forces que nous possédons sont suffisantes pour les pays que nous pouvons dissuader » ?

Mais Michel Rocard ne se borne pas à critiquer la politique actuelle des « hommes au pouvoir » ; il prodigue ses conseils avisés, formule des propositions constructives. En effet, il sent bien que ce n'est pas un « gouvernement très isolé qui pourra organiser une véritable défense nationale. » Pour cela, il faudrait dès aujourd'hui « protéger l'indépendance économique du pays » ; mais, voyez-vous, le gouvernement des monopoles ne veut pas. D'ailleurs, quel peut-être le rôle des forces armées si toute la population ne peut exprimer la moindre opinion ?

Et c'est ici que Rocard-le-marxiste devient Rocard-le-général.

(Suite page 4)

REUNION PUBLIQUE A SAINT-ETIENNE

Le Vendredi 20 novembre, à 18 heures

Café des Platanes - Cours Fauriel

L'impérialisme russe de 1945 à nos jours

L'inconscience collective des "conseillistes"

Notre presse de Parti a fait souvent une critique impitoyable des différentes conceptions étrangères au communisme qui essayent de se couvrir des couleurs prolétariennes. La défense du programme communiste nous oblige à effectuer cette critique continuellement, avec d'autant plus de vigueur que ces positions semblent plus proches du communisme sur certains points.

Il s'agit cette fois de « Révolution Internationale », une publication conseilliste qui semble faire parfois des efforts sérieux pour analyser certains aspects de la lutte des classes. Nous allons voir comment ceci, lié à leur refus des points fondamentaux du programme de classe (parti révolutionnaire qui dirige le prolétariat vers la prise du pouvoir, puis qui exerce la dictature jusqu'à la disparition des classes), les amène aux plus flagrantes contradictions ; nous en avons relevé quelques-unes dans deux articles du N° 4 de cette revue.

Leur article : « Du besoin de la théorie dans la lutte révolutionnaire », commence par une longue citation de « L'Introduction à la Critique de l'Economie Politique », de Marx, dont nous reproduisons le premier paragraphe :

« Dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ; ces rapports de production correspondent à un degré donné du développement de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports forme la structure économique de la société, la fondation réelle sur laquelle

» s'élève un édifice juridique et politique, et à quoi répondent des formes déterminées de la conscience sociale. »

Bien que nos « conseillistes » déclarent partager l'opinion de Marx, la première ligne écrite de leur main montre bien qu'il n'en est rien : « Si en dernière instance, c'est la forme d'organisation qui détermine l'ensemble de la société... ». Pour eux, c'est une « forme » qui, en dernière instance, va tout déterminer, et non le contenu, le développement des forces productives dans ce cas. On retrouve la même erreur dans leurs attaques contre la conception communiste du Parti qu'ils veulent remplacer par la panacée des Conseils Ouvriers ; ces derniers ne sont qu'une forme qui a eu dans l'histoire des contenus bien différents, (eh oui, il y a eu des Conseils Ouvriers contre-révolutionnaires !), tandis que le Parti de classe implique l'organisation autour d'un programme politique bien déterminé.

Dans un autre article : « Paysans et prolétaires dans la lutte des classes », quand ils en viennent à étudier les moyens dont dispose le prolétariat après la prise du pouvoir pour résoudre le problème posé par le petit paysan, ils s'expriment ainsi : « L'intégration la plus rapide au mode de distribution socialiste. Le but final dans la distribution des biens socialistes est l'application du principe : à chacun selon ses besoins. Le moyen : l'élimination de la marchandise, de l'argent comme moyen d'accumulation, de la vente et du profit. La production est en conséquence

» orientée exclusivement en fonction des besoins des individus. » Pour y parvenir une des conditions premières est la centralisation de tout ce qui est produit de façon à permettre une distribution rationnelle selon les possibilités de la société. »

Fort bien dit, mais qu'est-ce au juste que la « centralisation de tout ce qui est produit » ? Le simple recensement des produits, ou bien également la centralisation de la production elle-même, soumise à un plan tenant compte des possibilités et des besoins à l'échelle de la société tout entière et de son développement historique futur ? S'il s'agit de recenser et de distribuer seulement, on poursuit la chimère de vouloir modifier le mode de distribution sans toucher à sa base, le mode de production : proudhonisme pas mort ! Mais s'il s'agit au contraire d'une planification de la production, il est clair comme le jour qu'elle devra s'imposer à chaque branche de production, à chaque unité productive qui cessera du même coup d'être une entreprise autonome. Alors, adieu la « direction collégiale de la production par le Conseil des Travailleurs » dans les grandes exploitations agro-industrielles, dont nous parlent nos « conseillistes » ! Si les directives essentielles viennent d'un organisme central, que dirige au juste le Conseil souverain et indépendant ? On aimerait le savoir.

Revenons enfin au premier article qui fournit un bel échantillon de confusionnisme : « Contrairement à ce que pensaient Kautsky et Lénine, la conscience révolutionnaire n'apparaît

» pas en dehors et indépendamment des luttes prolétariennes, » dans le cerveau d'un certain nombre d'intellectuels d'origine bourgeoise, dont la tâche serait d'introduire cette conscience à l'intérieur de la classe ouvrière, » capable seulement par elle-même d'atteindre une « conscience trade-unioniste ». »

La théorie révolutionnaire est le produit des luttes générales de la classe ouvrière à l'échelle mondiale et historique ; cette théorie ne se conserve pas dans un quelconque « subconscient collectif » de la classe mais dans le Parti de classe. Une période contre-révolutionnaire est caractérisée par la coupure physique entre le Parti et cette classe dont il est pourtant le produit historique ; le parti n'a plus d'influence immédiate sur les masses ouvrières et c'est en cela que la conscience est momentanément extérieure à la classe, comprise dans le sens statistique du terme. Le fait historique que dans ces périodes la conscience se maintienne, non « dans le cerveau d'un certain nombre d'intellectuels » comme on voudrait le faire dire à Lénine (qui était matérialiste !), mais dans le parti composé momentanément d'intellectuels surtout, n'est qu'un reflet de cette coupure. La montée révolutionnaire du prolétariat se compose d'une multitude de luttes partielles et même de prises du pouvoir partielles, dans le sens qu'on ne peut prétendre arracher le pouvoir au Capital dans tous les pays le même jour. Lénine, en marxiste, affirme que toutes ces luttes partielles ne peuvent reproduire la totalité du programme communiste, c'est-à-dire la conscience de classe qui est « le résultat de

l'expérience de la classe en d'autres lieux ou à d'autres époques » (comme le dit si bien « R. I. »).

Voilà pourquoi le Parti de classe, qui en période de creux a pour rôle principal la conservation de cette conscience face à toutes les illusions suscitées par les idéologies adverses, est indispensable pour la reprise révolutionnaire. Cela, « R. I. » est bien obligée de le reconnaître à sa façon : « La théorie révolutionnaire n'est pas produite de façon immédiate et empirique par les luttes sociales au fur et à mesure qu'elles se développent à une époque et en un lieu donnés. L'échelle qui lui convient est obligatoirement celle de l'histoire du mouvement ouvrier international. En d'autres termes, les révolutionnaires ne peuvent élaborer leurs positions politiques uniquement à partir de la simple participation aux luttes de leur époque ; la compréhension du sens de celles-ci implique la connaissance du cadre historique dans lequel elles s'inscrivent, donc de l'expérience des luttes passées de la classe. »

Mais cela n'empêchera pas nos « conseillistes » de proclamer que les révolutionnaires doivent se garder comme de la peste de l'organisation en parti politique !

L'acharnement qu'ils mettent à discréditer le programme de classe (à travers la seule forme qui lui convienne : le parti de classe) et donc Lénine qui en fit une brillante défense, les oblige, de même qu'ils accolent malicieusement le nom de Lénine à celui de Kautsky, à semer la pire des confusions.

Fallait pas provoquer !

Il n'y a pas si longtemps, le P.C.F. accusait purement et simplement les gauchistes d'être des agents provocateurs payés par le gouvernement. Devant la constance et la sévérité de la répression dont ils sont victimes de la part du gouvernement justement, le P.C.F. a dû renoncer à cette accusation et se contenter d'en faire des « complICES » objectifs. Maintenant " l'Humanité " va jusqu'à protester contre la rigueur de cette répression, dont le caractère excessif même peut laisser craindre le pire ; la justice devenue aveugle ne pourrait-elle aller un jour jusqu'à frapper les vrais démocrates, les véritables défenseurs de l'ordre et de la République ?

Mais qu'on ne s'y trompe pas : « Nous condamnons la répression gouvernementale, qui s'est d'ailleurs exercée bien au-delà de l'importance des faits ; mais nous condamnons aussi les positions et les actes de Geismar », précise à Limoges M. Vieuguet. Et à Lille, Marchais tonne : « Ne comptez pas sur nous pour aider de prétendus groupes révolutionnaires complices du pouvoir qui s'affaiblissent et ont de moins en moins d'influence. Ne trouvez-vous pas que vous avez déjà fait assez de mal comme ça ? » (cité par " Le Monde " du 25-10).

Le P.C.F. a beau avoir mis de l'eau dans son vin, on ne lui fera pas pour autant manifester la moindre compassion pour les gauchistes : ce qu'il leur reproche, c'est non seulement leurs idées et leurs actions — ce qui est normal — mais surtout le fait d'être persécutés par la bourgeoisie !

En somme, si les gauchistes se font taper dessus, c'est bien fait pour eux ; ils l'avaient cherché ! A-t-on idée aussi d'attaquer directement la bourgeoisie et son gouvernement ? Elle va se défendre, c'est normal ! Car à la violence

répond la violence, profère imperturbable le bon sens commun qui sort de la bouche des stalinien, qui évitent surtout de se demander quelle est en l'occurrence la violence première.

Voilà un raisonnement bien digne de nos minables héritiers des sociaux-démocrates qu'en 1920 l'Internationale Communiste fustigeait déjà en ces termes : « Les socialistes de gouvernement et leurs consorts de tous les pays ont eu beaucoup de raisons pour accuser les communistes de provoquer, par leur tactique intransigente, l'activité de la contre-révolution dont ils contribuent à resserrer les rangs. Cette inculpation politique n'est autre chose qu'une réédition tardive des plaintes du libéralisme. Ce dernier, précisément, affirmait que la lutte spontanée du prolétariat pousse les privilégiés dans le camp de la réaction. C'est une vérité incontestable. Si la classe ouvrière ne s'attaquait pas aux fondements de la domination de la bourgeoisie, celle-ci n'aurait pas besoin de répression. L'idée même de contre-révolution n'existerait pas si l'histoire ne connaissait pas de révolution. Si les insurrections du prolétariat entraînent fatalement l'union de la bourgeoisie pour la défense et la contre-attaque, cela ne prouve qu'une chose : c'est que la révolution est la lutte de deux classes inconciliables qui ne peut aboutir qu'au triomphe définitif de l'une sur l'autre. »

« Le communisme récusé avec mépris la politique qui consiste à maintenir les masses dans la stagnation, en leur faisant redouter la masse de la contre-révolution. »

(Manifeste du II^e Congrès de l'I. C.)

Marchais, le Servan-Schreiber du pauvre

(Suite de la 1^{re} page)

Banque nationale d'investissements ? Ce serait une manière comme une autre de contrôler les forces malfaisantes du grand capital, n'est-ce pas ?

M. Marchais note également avec la plus grande satisfaction que le Parti Socialiste n'aspire pas « à l'exercice des responsabilités gouvernementales pour y gérer de quelque manière que ce soit les intérêts capitalistes ». Fort bien, mais dites-nous, M. Marchais, ce qui différencie au juste votre merveilleuse démocratie avancée de la démocratie gaulliste : est-ce la clique de politiciens au gouvernement ou la transformation radicale du système économique capitaliste fondé sur le Salarial, les lois du marché, les banques, les investissements et la libre concurrence ?

La réponse du compère Salini est claire à cet égard : « Les démocrates, les socialistes et par conséquent (sic) notre parti ne craignent en rien de s'appeler réformateurs. Parce qu'ils le sont. Parce qu'ils le sont vraiment. » (Humanité du 7-10-70). Ce qui revient à dire : Il ne faut surtout pas effrayer la clientèle électorale, le boutiquier et le cadre. Nous des communistes ? Pensez vous, nous sommes tout simplement de grands réformateurs, de ces hommes qui veulent rendre l'exploitation capitaliste plus supportable pour qu'elle dure plus longtemps, qui souhaitent une concurrence économique « juste » et « fraternelle » ne débouchant jamais sur les guerres impérialistes. La révolution communiste ? Encore une provocation gauchiste ! Nous du P.C.F., nous sommes des Servan-Schreiber... véritables, bien entendu !

Démocrates et réformateurs. Salini et Marchais le sont vraiment. Quant aux divergences avec les socialistes, elles ne constituent rien de très sérieux : ces divergences peuvent parfaitement subsister entre alliés luttant ensemble pour les mêmes (sic) objectifs politiques, économiques et sociaux, entre partenaires exerçant

» conjointement la responsabilité du pouvoir, y compris dans une France socialiste » ("Humanité" du 15-10). Mais alors, M. Marchais, envisageriez vous la responsabilité du pouvoir dans une France capitaliste ?

Tout cela ne suffisant toutefois pas pour appâter les socialistes d'Epinay, il faut rassurer davantage encore les camarades réformateurs et démocrates. I.e délégué du P.C.F. à la prostitution politique, M. Marchais, « polémique » donc contre deux mauvais démocrates, Hernu et Paillet, qui préconisent la formation d'un vaste parti politique démocrate et socialiste revendiquant le pouvoir pour lui-même. « Vraiment, quel irréalisme et quelle prétention totalitaire ! Nous communistes (sic), nous voyons les choses d'une toute autre façon. Si fort que soit notre parti, nous ne revendiquons pas pour lui seul la direction des affaires du pays. Nous n'aspirons à aucune position dominante dans le rassemblement des forces ouvrières et démocratiques. » ("Humanité" du 2-10).

Laissons à Lénine le soin de répondre à cette canaille stalinienne : « Le prolétariat a besoin du pouvoir d'Etat, d'une organisation de la violence, aussi bien pour réprimer la résistance des exploités que pour diriger la

» grande masse de la population (paysannerie, petite-bourgeoisie, semi-prolétaires), » dans la mise en place de l'économie socialiste.

« En éduquant le parti ouvrier, le marxisme éduque une avant-garde du prolétariat capable de prendre le pouvoir et de mener le peuple tout entier au socialisme et d'organiser un régime nouveau, d'être l'éducateur, le guide et le chef de tous les travailleurs et exploités pour l'organisation de leur vie sociale, sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie. »

« Au contraire, l'opportunisme régnant éduque, dans le parti ouvrier, des représentants des travailleurs les mieux rétribués qui se détachent de la masse, qui "s'accomodent" assez bien du régime capitaliste et vendent pour un plat de lentilles leur droit d'ainesse, c'est-à-dire qu'ils abdiquent leur rôle de chefs révolutionnaires du peuple dans la lutte contre la bourgeoisie » (L'Etat et la Révolution).

M. Marchais un chef révolutionnaire ? Allons donc ! C'est le Servan-Schreiber du pauvre, le représentant attiré de l'opportunisme stalinien qui, en essayant de piller, de falsifier le programme communiste ne fait que se prostituer et se vendre au vieux larbin du capital, le parti socialiste.

Correspondance :
" le prolétaire "
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert
Versements :
" le prolétaire "
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE
Abonnements :
" le prolétaire "
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 et 7,50 F)
" programme communiste "
1 an : 15 F (150 FB)
" programme communiste "
et " le prolétaire "
1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement
NOM :
Prénoms :
Adresse :
.....
★ " prolétaire " : 6 mois.
★ " prolétaire " : 1 an.
★ " programme communiste "
★ combiné.
(Cocher l'étoile).

REUNION DE LECTEURS A PARIS

Le vendredi 6 novembre, à 20 h. 45, à la Rédaction du "Prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), 5^{me}, Métro Gobelins.

La révolution chinoise entre 1921 et 1927

(Le présent journal tient lieu d'invitation)

Pour faire le point sur la "question chinoise"

(Le lecteur trouvera le début de cet article dans les numéros 82, 84, 86, 87 et 89 du "prolétaire").

Révolte et massacre à Shanghai

Nous avons rappelé l'œuvre du gouvernement de Canton, qui s'était particulièrement distingué dans sa répression du mouvement de masse ; nous avons également rappelé les positions prises par Staline et par l'Internationale dégénérée, qui encensaient ce gouvernement au moment même où il écrasait le prolétariat. Il reste à ajouter qu'à la fin de l'année 1926 l'Internationale alla jusqu'à accueillir le Kuomintang comme parti « sympathisant », et cela quelques mois avant que ses troupes ne commencent à massacrer les ouvriers de Shanghai.

Shanghai était la ville industrielle et commerciale la plus importante de Chine, et son prolétariat était particulièrement combatif. L'avance vers le nord des armées cantonnaises avait mis en mouvement les ouvriers organisés dans les syndicats dirigés par le Parti communiste. Quand l'armée nationaliste fut arrivée à proximité de la ville, le Conseil général des syndicats proclama, pour l'appuyer, une grève générale à laquelle participèrent environ 350.000 travailleurs. C'était le 19 février 1927. Les troupes du général qui gouvernait Shanghai réprimèrent la grève féroce-ment et les troupes du Kuomintang reçurent l'ordre de ne pas marcher sur la ville pour aller au secours des grévistes.

Le Parti communiste, dans sa position de soumission à la bourgeoisie et au Kuomintang, fut incapable de prendre aucune initiative. Du 21 au 24 février se déroulèrent dans les rues de la ville des combats féroces, alors que l'armée nationaliste campait à une distance d'à peine cinquante milles ! Le 21 mars fut proclamée une nouvelle grève générale ; cette fois, des plans précis d'insurrection avaient été établis, naturellement pour favoriser la victoire du Kuomintang, et après de longs combats les ouvriers prirent le pouvoir dans la ville, tandis que l'armée restait stationnée à Lung-hwa, dans la banlieue même de Shanghai. L'intention de Tchiang était donc claire : il s'agissait d'attendre, pour intervenir, que les ouvriers aient été vaincus et massacrés par les troupes des militaristes. Tchiang avait donné des ordres précis à ses généraux à ce sujet, et si les ouvriers furent victorieux, ils ne le furent qu'à la force de leur mouvement et à leur courage héroïque.

Etant donnée la place de premier plan de Shanghai dans la vie économique chinoise, un pouvoir prolétarien dans cette ville aurait automatiquement signifié, avec le développement que prenait le mouvement révolutionnaire ouvrier et paysan, qu'une direction radicalement anti-capitaliste était donnée à la révolution chinoise. Au contraire, les ouvriers et le Parti communiste qui avaient le pouvoir le cédèrent à Tchiang Kai-Shek, accueilli à Shanghai comme le chef incontesté de la révolution chinoise. Respectant les directives de Moscou, le Parti communiste se soumit au Kuomintang et remit aux mains de celui-ci le magnifique mou-

vement prolétarien. Tchiang Kai-Shek commença par déloger les communistes de tous les postes de direction importants pour les remplacer par des créatures à lui ; puis il passa à la répression ouverte.

Le 12 avril 1927, des détachements sélectionnés de l'armée, joints à des éléments du sous-prolétariat urbain, assaillirent à l'improviste et selon des plans bien précis les sièges des organisations ouvrières, les dévastant et tuant tous ceux qui s'y trouvaient. Les ouvriers, pris par surprise, résistèrent héroïquement avec les quelques armes dont ils disposaient, mais à la fin durent céder. Au soir du 12 avril, les syndicats n'existaient plus, des centaines d'ouvriers étaient morts, les dirigeants communistes avaient été tués ou se cachaient.

Le lendemain, selon la tech-

La voie de l'internationalisme

Il y avait des mois et des mois que l'opposition russe, rattachant les graves fautes qui lui avaient fait partager la responsabilité de la politique des fronts uniques politiques et des « gouvernements ouvriers » adoptée par l'Internationale, se battait à corps perdu pour que soit rendue au Parti communiste chinois son indépendance programmatique, politique et organisationnelle, dans le cadre de la lutte d'indépendance nationale, et pour qu'on donnât aux ouvriers et aux paysans engagés dans leur épique bataille le mot d'ordre non seulement de s'armer, mais de constituer des soviets.

Elle avait prévu, conformément aux thèses du II^e Congrès de l'I. C. et à celles du Congrès des peuples de l'Orient de Bakou, le caractère inévitable non seulement d'une scission, mais encore d'un conflit violent entre les ailes bourgeoise et prolétarienne du mouvement national. Le 3 avril, dans un article que la censure stalinienne jeta au panier, Trotsky avait prédit cette rupture, ainsi que le passage de la bourgeoisie du Kuomintang à la répression armée du mouvement ouvrier et paysan ; la Chine allait parcourir le même calvaire que la Pologne, fascisée par le parti social-nationaliste : « S'il a fallu trois décennies au Pilsudski polonais pour parvenir au terme de son évolution, il faudra beaucoup moins de temps au Pilsudski chinois pour passer de la révolution nationale à la révolution nationale... Un parti communiste entravé, servant de sergent recruteur au Kuomintang, ouvre la voie à une dictature fasciste en Chine, pour le jour pas très éloigné où le prolétariat, en dépit de tout, sera obligé de se retirer du Kuomintang... Mener les ouvriers et les paysans dans le camp de la bourgeoisie et donner le Parti communiste en otage au Kuomintang, c'est une politique qui équivaut objectivement à une trahison. Le Kuomintang, sous sa forme actuelle, est la concrétisation d'un « traité inégal » passé entre la bourgeoisie et le prolétariat. Si la révolution chinoise en tant que telle demande l'abolition des traités inégaux avec les puissances impérialistes, alors le prolétariat chinois doit liquider le traité qui le lie à sa propre bourgeoisie ! » (souligné par nous. Reproduit dans "Isaacs", p. 204).

Cette mise en garde, et le mot d'ordre correspondant, ne venaient pas de dons « prophétiques » particuliers : ils étaient le résultat d'une analyse marxiste, donc scientifique, des rapports de classe. Dans les thèses de l'opposition rédigées le 7 mai 1927 pour la réunion du plenum de l'Internationale, le même Trotsky expliquait cette position purement marxiste, qui n'a rien d'une sottise « indifférence » pour les luttes anti-impérialistes d'indépendance nationale,

impérialiste. La guerre d'indépendance nationale est une guerre progressive, à la fois parce qu'elle découle des exigences du progrès économique et moral du pays et parce qu'elle facilite le développement de la révolution prolétarienne anglaise et universelle. (C'est précisément à ce moment que se déroulait la puissante grève des mineurs britanniques, N.d.A.). Mais cela ne signifie pas que le joug impérialiste soit un joug mécanique pesant "également" de l'extérieur sur "toutes" les classes de la Chine. Le rôle énorme que joue le capital étranger dans la vie de ces pays est cause que des catégories très importantes de la bourgeoisie, de la bureaucratie et de la caste militaire ont lié leurs destinées à celle de l'impérialisme. Sans cela, on ne pourrait comprendre le rôle colossal des militaristes dans la Chine moderne... Ce serait encore une profonde naïveté de croire qu'entre la bourgeoisie des « compradores », c'est-à-dire des agents économiques et politiques du capital étranger en Chine et la bourgeoisie "nationale" il y ait un abîme. Au contraire, ces deux catégories sont incomparablement plus proches l'une de l'autre que la bourgeoisie et les masses ouvrières et paysannes. La bourgeoisie a participé à la guerre nationale comme un frein intérieur, en jetant continuellement un regard hostile aux ouvriers et aux paysans, tous jours prête à un compromis avec l'impérialisme » (Trotsky, "La révolution chinoise et les thèses de Staline", voir "La question chinoise dans l'Internationale communiste", pp. 141-142).

mais ne méconnaît pas non plus stupidement les forces et les rapports de classe qui y sont à l'œuvre : « Une politique qui ignorerait la puissante pression exercée par l'impérialisme sur la vie intérieure de la Chine serait radicalement fautive, mais non moins fautive serait une politique qui partirait d'une idée abstraite de l'oppression nationale, sans connaître sa réfraction dans les classes... La Chine est un pays opprimé, semi-colonial. Le développement de ses forces productives, s'effectuant sous la forme capitaliste, exige le renversement du joug

Une ardente bataille

Incapable de poser les problèmes en termes de classe, le stalinisme désormais dominant considèrerait au contraire les diverses composantes sociales du mouvement national en Chine du point de vue mesquin d'un machiavélisme à courte vue : « se servir » de la bourgeoisie « nationale » comme on se sert d'un ustensile, puis la « jeter à la poubelle », se tenir sur ses talons pour lui faire un beau jour un croche-pied, de même qu'un général disposerait ses détachements sur le champ de bataille et les manœuvrerait à son gré.

Le 5 avril, quelques jours avant le massacre de Shanghai, Staline disait encore, devant trois mille fonctionnaires du parti : « Tchiang Kai-Shek a peut-être (!!!) peu de sympathie pour la révolution ; mais il est à la tête de l'armée et ne peut rien faire d'autre que de la conduire contre les impérialistes. En outre, les gens de la droite ont des contacts avec les généraux de Tchang Tso-lin (seigneur de la guerre du Nord, N.d.A.) et savent très bien s'y prendre pour les démoraliser et les persuader de passer avec armes et bagages du côté de la révolution (!!!). Ils ont également des relations avec les riches marchands, à qui ils peuvent soustraire de l'argent (comme si la révolution se ramenait à soustraire de l'argent ! N.d.A.) ; aussi doit-on les utiliser jusqu'au bout, les presser comme un citron, puis les jeter à la poubelle » (reproduit dans "Isaacs", pp. 205-206).

C'était voir les rapports de classe sur le modèle d'un jeu d'enfants : peu après, les tragiques événements de Shanghai montreront que « pressait le citron » et qui était « pressé » ; mais l'important est que des marxistes doivent le savoir d'avance et non « l'apprendre » au prix d'une sanglante défaite ; ils doivent dès le début savoir clairement quelles seront les positions prises par les différentes forces sociales dans le feu de la bataille, et agir en conséquence. Quand, au plenum de mai-juin 1927, peu après Shanghai, Staline et Boukharine se « consolèrent » de ce bain de

» En pratique, la politique du menchévisme dans la révolution consiste à conserver le front unique à tout prix, » aussi longtemps que possible, » quitte à adapter sa politique à celle de la bourgeoisie. La méthode bolchévique, au contraire, consiste à se désolidariser absolument en politique comme dans l'organisation de la bourgeoisie, à démasquer impitoyablement cette dernière, dès les premiers pas de la révolution, à détruire toutes les illusions petites-bourgeoises sur l'unité de front avec la bourgeoisie, à combattre sans relâche pour enlever à la bourgeoisie la direction des masses, à expulser sans pitié du Parti communiste tous ceux qui sèment de vaines espérances dans la bourgeoisie ou qui l'idéalisent » (Trotsky, "La révolution chinoise et les thèses de Staline", 7 mai 1927, reproduit dans "La question chinoise dans l'I. C.", pp. 151-152).

En se servant de l'arme aussi cynique qu'idiote de l'adulation ou de la flatterie, on peut, bien sûr, retarder l'heure de la rupture avec la bourgeoisie ; mais ce répit, c'est elle qui s'en servira contre le prolétariat. Lorsque la révolution double est arrivée à la fatale croisée des chemins, les deux classes fondamentales de la société ne prennent pas congé l'une de l'autre en partant chacune de son côté : l'une des deux attaque l'autre, et si ce n'est pas le prolétariat qui prend la bourgeoisie à la gorge, ce sera la bourgeoisie qui prendra à la gorge le prolétariat. Et elle le fera d'autant plus facilement qu'elle partira de la position de supériorité que lui donnent ses privilèges économiques et politiques ; elle le fera avec d'autant plus de chances de succès que la classe dominée y aura moins été préparée — à plus forte raison quand cette dernière aura contribué, par sa propre soumission (ou par celle de son parti), à maintenir solidement la classe dominante au pouvoir.

Le premier acte de la révolution chinoise s'était justement terminé sur cet oubli de la leçon de 1948, de 1871, de 1905, de 1917 et de la mise en garde contenue dans l'Adresse de la Ligue des Communistes de Marx et Engels : « La trahison (de la bourgeoisie démocratique) envers les ouvriers commencera dès les premières heures de la victoire ». L'histoire vaudra que le prolétariat de Shanghai et de Canton soit condamné à parcourir jusqu'au bout, étape par étape, le calvaire sanglant de la rechute de l'Internationale dans le pire, le plus farouche, le plus obtus des menchévismes renouvés : le stalinisme !

Les lecteurs d'AIX - EN - PROVENCE, ANGERS, ARLES, BESANCON, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAVRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT - ETIENNE, STRASBOURG, TOULON,

desirant prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au "PROLETARIE", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

ERRATUM

Dans l'avant-dernier article de notre série sur la question chinoise, une erreur typographique fait apparaître comme déclaration expresse de Staline, citée entre guillemets, ce qui est en fait le résumé de ses thèses sur la nature révolutionnaire de la bourgeoisie chinoise ("le prolétaire", n° 87, p. 3, 1^{re} citation de la 1^{re} colonne). Si, ainsi que Trotsky l'a très bien démontré dans "L'Internationale communiste après Lénine" (tome 2, pp. 288-298), c'est là le fondement exact de la pensée de Staline, rendons à ce dernier cette justice qu'il était à l'époque encore trop frotté de marxisme ou trop prudent pour faire ouvertement des déclarations aussi évidemment anti-marxistes et anti-léninistes.

PERMANENCES DU PARTI

● A PARIS : Les dimanches 8 et 22 novembre, de 10 à 12 h., et les samedis 14 et 28 novembre, de 15 à 19 h., au siège du "prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5^e), métro Gobelins.

● A MARSEILLE : Les samedis 7 et 21 novembre, de 15 à 19 h., au siège du "prolétaire", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).